

ment d'urgence ferme ses portes



Vendredi 7 novembre, au village mobile de Rillieux. Le sujet de discussion entre résidents est toujours le même : que vont-ils devenir après le 31 décembre ? Photo M. M.

« L'État cherche des solutions d'hébergement pour tout le monde »

Le village mobile de Rillieux-la-Pape, à l'instar d'autres villages en France, comme Dijon, Caen, Montpellier ou Bourgoin-Jallieu qui a fermé ses portes, est géré par l'association 2 Choses Lune. François Le-seul est directeur par intérim du village de Rillieux-la-Pape. « L'État cherche des solutions d'hébergement pour tout le monde, assure-t-il. Des propositions ont déjà été formulées, d'autres sont attendues. »

La préfecture, représentant l'État, confirme la fermeture au 31 décembre. « Il n'a pas été possible de trouver un nouveau terrain pour reconstituer tel quel le site d'hébergement, explique la responsable adjointe de la communication de la préfète du Rhône. Une proposition adaptée de logement ou d'hébergement sur le département sera faite à tous les ménages présents sur le site. »



Des messages d'habitants sur le mur du bâtiment au centre du village mobile témoignent des sentiments actuels vécus par ceux qui y vivent. Photo M. M.

Alexandre Vincendet, maire : « Il a toujours été dit qu'un jour, ça s'arrêterait »

Le village mobile est installé sur un terrain municipal, rue Maryse-Bastie. La convention d'occupation précaire, signée entre la mairie et le gestionnaire du village mobile s'achève le 31 décembre.

« Il a toujours été dit qu'un jour, ça s'arrêterait, précise Alexandre Vincendet, maire (Horizons) de Rillieux-la-Pape. Au début, la convention était signée pour trois ans et on en est à dix. J'ai encore prorogé le contrat l'année dernière, mais ce terrain, dans la continuité d'Osterode, on doit le construire. En 2021, il a été décidé, avec Gérard Darmanin, d'installer l'Offi-

ce central de lutte contre la délinquance itinérante. Aujourd'hui, le projet n'est pas abandonné, mais gelé. Et si cela ne se faisait pas, les demandes ne manquent pas pour ce terrain. »

Le fondateur de Dom'Ici, gestionnaire des bungalows modulaires installés dans le village, est amer. « Cela me fait beaucoup de peine, confie Alain Sitbon, car c'est une partie de ce que j'ai créé qui est en train de s'éteindre. » Nicolas Calbry est le président actuel de Dom'Ici. Il se veut rassurant : « On s'adaptera. Si on doit laisser les modulaires plus longtemps, on le fera bien sûr. »

Les travailleurs sociaux sont inquiets : « Ils sont en très grande détresse »



Un résident du village mobile discute avec une travailleuse sociale. Ici, les bungalows font office de logement durable. Photo M. M.

Une dizaine de travailleurs sociaux de l'association 2 Choses Lune, qui gère le village mobile, soutiennent les familles. Eux aussi sont dans l'incertitude, menacés de licenciement au 31 décembre. Messaouda en fait partie : « L'association devait trouver un nouveau terrain. Au mois de juin, elle a commencé à en chercher un. Comment trouver un terrain en aussi peu de temps ? Nous, on demande du temps. Fin août, on a appris la nouvelle indirectement. »

L'absence de relogement pour tous inquiète sa collègue Rabab, « la promesse de la Maison de la Veille Sociale

était que tout le monde allait être relogé. Ce sont des personnes qui sont sorties de la rue. Les remettre à la rue, ça veut dire quoi ? »

Très proche des jeunes du village, Rani ajoute : « Tous les jours, ils nous confient des choses. Ils sont en très grande détresse. Les autorités ne prennent pas en compte la situation des enfants. Mettre des enfants à la rue au 31 décembre, on ne l'acceptera pas. On fera tout pour trouver des solutions pour qu'ils soient relogés. Ils méritent d'être traités comme tout le monde. »